

NOM Document

Prénom Regis

Date de naissance 21/01/1975

Lieu de naissance Evry-Corcoran

Nationalité F

Profession \_\_\_\_\_

Adresse 6 Rue Noel Boncompagni

BP 7268  
92001 Nanterre

Tél. 01 47 37 25 95 Fax. 25 95 35

E-mail : regis@cojman.ne  
cercledegensdepeu@gmail.com

# Garde Rurale

Unités  
de  
Survie  
après attentat  
nucléaire

**Français  
Engage-toi!**

Individuel

*Ce texte est destiné à  
anticiper l'état de choc et  
d'effondrement nerveux qui  
suivra les prochains  
et imminents attentats  
islamistes en France.*

*Ce jour-là, puisque le  
Gouvernement républicain  
ne pourra faire davantage  
que l'actuel Etat d'Urgence,  
la France moderne et  
urbaine tombera  
en syncope et en  
hystérie télévisuelle...*

*Notre société sera alors à la  
portée de l'offensive généralisée  
des banlieues qui se  
prépare intensément contre  
la «République femelle».*

*Cette «soumission qui  
vient», nous n'en  
voulons pas !*

# Garde Rurale

Unités  
de  
Survie

*Composée de dissidents  
anti-système mais sur-  
tout d'une majorité de  
ruraux apolitiques  
écoeurés par la faiblesse  
finale de la République,  
la Garde Rurale fait  
entendre ici le désir des*



*Français ruraux de s'organiser dans la  
perspective inévitable d'une offensive intérieure  
générale de la part des mutants islamisés anthro-  
pologiquement enfantés par nos villes  
méprisantes et ensauvagées.*

**La seule mission de la Garde Rurale :**  
Organiser la survie française après le  
grand attentat nucléaire que préparent  
les mutants islamiques contre la Répu-  
blique.

## Les centrales nucléaires françaises



# 1

## Ce que nous sommes

Ce que l'on appelle *la France périphérique*, forme désormais un pays entier oublié par les modes, méprisé par la culture dominante, abandonné par les services publics, minoré désormais par la classe politique, et bientôt embarqué dans la folie sécuritaire générale dont ne sont responsables que ceux qui ont profité de l'immigration.

Cette France périphérique, fidèle malgré elle à sa nature française, observe naturellement avec effarement ce qui se passe dans les zones urbanisées métissées et refuse toute importation chez elle des «problèmes de la République».

La France périphérique aspire donc à l'autogestion et à l'autodéfense.

De cette manière, les zones rurales et périphériques sont gagnées au sentiment que partout où la République Française s'étend, elle fait le lit des mutants.

En France, seuls des endroits périphériques musclés peu contrôlés (Corse ou

Polynésie) résistent encore parce qu'ils sont justement très peu "républicains", et parce que ces peuples ont compris depuis très longtemps que leur destin ne sera jamais mieux défendu que dans l'autonomie et l'autodéfense.

En Corse, dès le 25 décembre 2015, parce que des islamo-racailles avaient sali le jour de Noël en s'attaquant lâchement à des pompiers venus en secours, plusieurs centaines de «nationalistes» corses, galvanisés par leur récente victoire à l'élection régionale, ont éventré une mosquée, enflammé des corans, braillé... Cette démonstration de virilité européenne immédiate n'est apparemment encore possible que là où la République n'est plus totalement en contrôle, comme c'est aussi le cas en Polynésie où aucune mosquée ne s'implante...

Ce que les attentats ont ouvert en France métropolitaine, c'est une période corse, un temps non-républicain au cours duquel les sermons du «vivre ensemble» laissent la place à une autodéfense populaire préparant enfin, à travers une Garde Rurale, les lendemains noirs de l'effondrement étatique sous les coups de la folie islamiste.

## 2

# Ce que nous redoutons

Les attentats islamistes du 13 novembre sont d'une nature différente de ceux de janvier à Paris ou même de ceux du 11 septembre à New York. Dans les deux derniers cas (et dans bien d'autres dans le monde), le message porté par ces attentats était surtout de nature symbolique : frapper les symboles de l'Etat américain à New York, ceux de la gauche antireligieuse (Charlie hebdo), et ceux du judaïsme innocent à Paris. Dans aucun des attentats précédents, malgré tout ce qui a été dit et écrit, le but n'était de "*faire le plus de victimes possible*", car si cela avait été le cas d'autres cibles auraient été choisies, par exemple des stades sportifs ou d'autres rassemblements populaires, ou des cibles industrielles de type Sévésou.

Le vendredi 13 novembre, outre la superstition confortée, un «*changement de paradigme*» est intervenu. Les cibles choisies, avant tout le Stade de France et le Bata-

clan, avaient certes une charge symbolique (attaquer la jeunesse décadente, un groupe de rock au titres satanistes...) mais ces attentats avaient bien pour but essentiel de "*faire le plus de victimes possible*". Et il est légitime de suspecter que les "prochains" attentats risquent bien d'avoir le même objectif.

Gouverner c'est prévoir, et notre gouvernement nous assure qu'il met tout en oeuvre pour nous protéger, comme il assure depuis plusieurs décennies mettre tout en oeuvre pour en finir avec le chômage...

Donc notre gouvernement nous parle en toute transparence... Il prend des précautions pour le cas, très improbable nous dit-il, où des attaques bactériologiques ou chimiques auraient lieu sur notre territoire. Très bien, cela nous rassure. Mais ces deux risques représentent le "BC" du fameux "NBC", sigle qui désigne les armes et dangers de la guerre moderne. Et quid du "N", qui signifie "nucléaire"? N'y aurait-il vraiment aucun risque d'attentat contre une centrale nucléaire "civile" dans notre pays? Il serait certainement très té-

méraire de l'affirmer. Sans réfléchir à la place des "terroristes", qui manifestement le font très bien (étant donnés leurs objectifs), il existe certainement un certain nombre de combinaisons, d'équations à plusieurs inconnues, comportant drones, kamikazes, gaz toxiques, explosifs, armes de guerre, complicités internes, etc., qui rendent légitime l'inquiétude. Et cette inquiétude n'est pas levée lorsqu'on se souvient que, récemment encore, des militants de Greenpeace ont pu pénétrer dans des centrales françaises et que des drones ont pu les survoler, sans oublier que récemment encore un pilote "dépressif" a précipité son avion contre une montagne mais aurait également pu le faire contre une centrale nucléaire... Certes, ce danger, dénoncé depuis des décennies (par exemple par Les Amis de la terre dans "L'escroquerie nucléaire", Stock, 1975) ne s'est pour l'instant jamais concrétisé, mais il serait fort présomptueux d'affirmer qu'il ne le sera jamais. Et si l'on attend qu'il l'ait été pour en discuter, il sera trop tard.

L'absence de toute mention du nucléaire dans les communiqués "transparents" du

gouvernement n'est pas due à un oubli. Elle est en fait très parlante. Elle souligne le fait que le nucléaire en France fait partie du domaine réservé de l'Etat, et plus encore, du domaine régalien du président, et que les citoyens ne doivent y fourrer le nez sous aucun prétexte.

Dans la situation d' "urgence" qui existe aujourd'hui, comme nous le répète notre gouvernement, et quelles que soient les "précautions" prises à cet égard, il n'est pas sérieux et honnête vis à vis des citoyens de leur dire qu'il existerait un "risque zéro" quant à la possibilité d'un attentat contre une centrale nucléaire en France (ou dans d'autres pays).

Or la gravité potentielle de tels accidents est bien supérieure à celle des autres attentats et accidents industriels : elle ne se limite pas aux effets somatiques sur les personnes atteintes par les radiations (contre lesquelles les fameuses "pastilles d'iode" les protégeraient comme des gris-gris), mais elle atteint également leur patrimoine génétique et se transmettra à leurs descendants pour les siècles des siècles. Un accident du type de ceux de

Tchernobyl ou de Fukushima à Nogent-sur-Seine par exemple, à 100 km de Paris, pourrait rendre inhabitable au moins le tiers septentrional de la France, et les radiations atteindraient le patrimoine génétique de toutes les populations de l'Europe occidentale, comme Tchernobyl l'a fait pour toute l'Europe orientale, où des centaines de milliers de foetus n'ont jamais vu le jour et d'enfants sont morts-nés (voir Alain Dubois, "Jean Rostand, un biologiste contre le nucléaire", Berg International, 2012).

L'infiltration d'un terroriste djihadiste dans le «personnel sensible» d'EDF ou d'un de ses sous-traitants est un scénario prévu en secret. Chaque année, 100.000 enquêtes sont réalisées sur le personnel amené à travailler dans les centrales nucléaires. Environ 700 personnes ne sont pas autorisées à y pénétrer, souvent pour islamisme radical. Les raisons du refus ne sont jamais communiquées par les préfectures.

Chez Areva, on juge en tout cas que le niveau de danger est «*au plus haut*» depuis les attentats. Le groupe exploite, en effet,

des installations très sensibles, comme le site de La Hague, l'usine Melox dans le Gard (fabrication de combustible à base de plutonium) et celle du Tricastin dans la Drôme (enrichissement de l'uranium).

Mais on a dépassé depuis peu le simple stade de l'anticipation de la frayeur. Au début du mois d'août, en Belgique, une mystérieuse main a ouvert une vanne et laissé s'échapper 65 000 litres d'huile dans la turbine à vapeur de la centrale de Doel exploitée par Electrabel (Engie), un équipement situé dans le bâtiment adjacent au réacteur nucléaire. Les enquêteurs ont acquis la conviction qu'il s'agit d'un sabotage.

Par ailleurs, le JDD signalait dans son édition du 22 novembre 2015 le cas d'un ingénieur chimiste converti à l'islam en 2010, il avait demandé, en septembre 2012, un local pour la prière. Une demande qui avait été accordée par EDF, relate l'hebdomadaire Secrétaire de l'association en charge de la gestion de la mosquée de Cherbourg depuis 2014, ce salarié a néanmoins été signalé aux services de renseignement par la sécurité de la centrale

nucléaire normande qui le suspectait...

En septembre 2015, une simulation d'intrusion de djihadistes était organisée à Golfech par le GIGN ! L'objectif de cette manœuvre grande nature devait mettre à l'épreuve les hommes du PSPG, l'unité spécialisée 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, à la protection de ce site particulièrement sensible du département.

Le spécialiste Michael Rühle mais aussi le sociologue Pierre Jacquiot sont parmi ceux qui développent la thèse que dans une logique de la guerre, une puissance ennemie sera bien évidemment tentée de détériorer et de mettre hors service les centrales nucléaires, afin de priver le pays rival d'électricité, mettant ainsi à mal tout les moyens de télécommunication, et provoquant la panique des habitants qui voudront se mettre à l'abri de la radioactivité.

Par la qualité de ceux qui la prévoient, l'attaque contre une centrale nucléaire est désormais une option plausible y compris pour les services de l'État.

Déjà en 1972, des pirates de l'air ayant détourné un avion de ligne américain

avaient menacé de projeter l'appareil sur un réacteur nucléaire dans le Tennessee.

En 2012, des explosifs étaient retrouvés au cours d'un contrôle de routine, par des chiens renifleurs, cachés sous un camion, dans l'enceinte de la centrale atomique de Ringhals, la plus grande de Suède. Cette alerte a déclenché un renforcement de la sécurité dans les trois centrales que compte la Suède.

Un autre scénario envisagé par les spécialistes : l'utilisation d'une « bombe sale » radiologique, dans laquelle une matière non fissile mais hautement radioactive est mélangée à un explosif conventionnel, comme du TNT. L'explosion disperse la matière radioactive en ne provoquant que relativement peu de victimes, mais en contaminant une vaste superficie. Si une telle bombe devait exploser dans une grande ville, les effets à long terme des radiations rendraient des parties entières de celle-ci inhabitables, entraînant d'énormes dommages économiques. C'est pour cette raison que la bombe radiologique est appelée « arme de déstructuration massive », plutôt que de destruction massive.

La conception d'un tel engin est considérée comme facile. Qui plus est, en mars 2002, les autorités américaines ont arrêté un homme suspecté de mettre au point de tels engins pour al-Qaïda. Et, en novembre 2007, les autorités slovaques ont procédé à la saisie de poudre d'uranium suffisamment enrichie pour être utilisée dans une bombe radiologique.

Tout cela conduit évidemment de nombreux experts à conclure que, pour les tenants d'une «dijihad nucléaire», la «bombe sale» pourrait fort bien représenter l'option la plus aisément accessible.

Dans son ouvrage de 2003 intitulé «*Traité sur la loi des armes de destruction massive contre les incroyants*», un érudit saoudien radical soutient que, puisque quelque dix millions de musulmans ont été tués par des Américains, tuer le même nombre d'Américains est permis, y compris en utilisant des armes de destruction massive. Une telle fatwa accorde dans la pratique un chèque en blanc au meurtre de masse.

Dans ce contexte, les déclarations de certains islamistes, dont des physiciens aux sentiments religieux fervents qui affirment

que les armes nucléaires du Pakistan «*appartiennent aux musulmans*», prennent désormais une nouvelle signification inquiétante.

Il n'y malheureusement plus aucun doute qu'al-Qaïda et Daech consentent aujourd'hui d'importants efforts pour acquérir des matières nucléaires. C'est même pour l'EI, bousculé par des bombardements incessants et meurtriers de la part de toutes les grandes puissances, une course de vitesse semblable à la course de Hitler vers ses «nouvelles armes» avant sa chute.

Pour Jürgen Todenhöfer, journaliste allemand qui a passé dix jours complets en immersion au sein de l'Organisation terroriste de l'Etat Islamique : «*L'Occident ne mesure pas la gravité de la menace nucléaire. L'État islamique Daech est beaucoup plus dangereux et organisé que nous le pensons*». Jürgen Todenhöfer ajoute aussitôt : «*Daech planifie une sorte d'holocauste nucléaire contre l'Occident, afin d'éradiquer tous les non-croyants, ce sont 500 millions de personnes que compte exterminer Daech*».

### 3

## Prendre la situation au sérieux

Nous ne sommes pas en guerre avec un danger fuyant qui aurait pour nom «Terrorisme» ou «Barbarie», nous sommes en guerre avec la racaille mutante islamisée qui terrorise depuis longtemps notre quotidien avec la bénédiction judiciaire et sociale de la gauche et de la droite.

Les lâches et risibles outrances du langage compassionnel officiel ne changent rien à la situation objective que nous connaissons : des centaines de milliers de jeunes mutants (français d'origine musulmane ou français de souche convertis) nous ont anthropologiquement échappés; et si nous sommes plongés dans un conflit, ce n'est pas avec le petit Etat nommé Daech qui ne sert que de base arrière et d'inspiration aux terroristes, c'est avec une subversion intérieure haineuse assumée par une grande partie de cette jeunesse mutante jusque-là caressée par les partis «bobo-progressistes» dans les banlieues.

Si la racaille exulte aujourd'hui, dans ses chambres d'HLM et devant ses écrans, et si tous les terroristes qui ont frappé Paris étaient en réalité aussi français que leurs chiens d'entrée d'immeuble, nous sommes dans l'obligation de nous réveiller là où nous sommes.

Ainsi, acceptons que les attaques terroristes du vendredi 13 novembre ont définitivement installé la France dans une menace perpétuelle à laquelle elle n'est pas préparée.

En effet, le Gouvernement de la République se comporte comme un gouvernement d'illusionnés travaillant d'abord pour tous ceux qui ne sont pas français. Ses cadres et sa clientèle politique de premier cercle sont composés de gens aux origines diverses et lointaines qui se considèrent avant tout comme *citoyens du monde* pour mieux donner le sentiment de mépriser une identité française qui serait selon eux : étroite, repliée, beauf, chauvine, égoïste.

Dans ces conditions, l'ennemi c'est certes Daech, mais c'est aussi le politicien qui nous a livré à l'angélisme puis au chaos.

Pourtant, beaucoup d'esprits, réfugiés dans une idéologie du grigri patriotique impuissant, veulent encore ignorer la réalité d'une France menacée de l'intérieur par une jeunesse musulmane romantique appuyée sur une idéologie de forcenés ainsi que sur un Etat musulman étranger, militairement agressé et qui se défend alors à distance, presque légitimement, de nos gesticulations bombardantes aussi stupides que périlleuses.

Nous nous dirigeons ainsi vers une guerre politique à trois camps : les terroristes musulmans, les rêveurs parisiens initiés qui veulent encore les ménager, et enfin le peuple français abandonné que l'on rencontre surtout dans les campagnes, puisque les centre-villes votent encore massivement pour le système, pour le dogme du soi-disant «islam modéré», pour l'UE, l'OTAN, et la mondialisation qui nous asservit en nous ruinant.



Rejoignez vite  
l'un de nos  
commandants

## 4

# Préparer une survie à la menace suprême

La France est au bord de la rupture. Sa classe politique est en pleine crise de nerf. Son opinion est à bout de patience. Le ciment social, déjà si difficile à maintenir au temps béni de l'homogénéité ethnique et de l'entre-soi radieux, a explosé.

Si bien que le monde entier s'est déjà habitué à voir dans la France un maillon faible, un endroit de fractures et d'implosions hautement probables.

Surtout qu'au bout de l'Etat d'urgence, il n'y a plus rien d'autre sur l'échelle sécuritaire. La France des patrouilles est nue.

Pire que cela, en France, Daech n'est pas seulement en position de se venger mais en situation de vaincre.

C'est pourquoi, la perpétuation prochaine de nouveaux attentats en plein Etat d'urgence aura tant de chances de briser le métal si mal fondu des résolutions gouvernementales de circonstance.

Dernièrement, Manuel Valls tenait à redouter publiquement que Daech ne passe rapidement à des attentats chimiques ou bactériologiques d'envergure.

L'attentat nucléaire, ou plus exactement la prise d'assaut d'une ou plusieurs centrales nucléaires par des commandos suicides est infiniment plus plausible car beaucoup plus facile à réaliser, avec des conséquences sécuritaires calamiteuses, puisque l'on imagine aisément qu'à la première «bande passante» diffusée sur BFM, tous les français vivant dans un rayon de 50 kilomètres autour d'une centrale nucléaire se mettraient immédiatement sur les routes...

Pas difficile d'imaginer qu'à la moindre centrale prise d'assaut en criant Allah Ouakbar, ce sont toutes les centrales qui «risqueront» de subir le même sort... Aussi, dans un tel contexte de «précaution vitale», on peut imaginer que ce sont pas moins de trente millions de français qui se jetteraient follement sur les routes dans un exode de panique semblable à celui de la population de New York en 2001.

La prise d'une centrale nucléaire fran-

çaise par un commando de plusieurs dizaines de kamikazes est donc **FORCEMENT** l'objectif majeur de Daech.

Ce serait même pour lui la seule manière d'envisager une victoire pendant que, dans les centres urbains abandonnés, les meutes islamo-racailles n'auraient plus qu'à s'emparer des bâtiments publics et à y faire régner l'ordre nouveau des milices pillardes...

Naturellement, le schéma d'une prise de centrale nucléaire est le grand talon d'Achille de la France nucléarisée.

Pourtant, cette hypothèse hautement probable, le gouvernement n'ose s'y préparer, puisqu'il n'a de toute façon pas les moyens de l'empêcher sans plonger préalablement la population dans une anxiété politique à dose politique mortelle, tant la protection de toutes les centrales nucléaires réclamerait en réalité des milliers de défenseurs que l'armée et les forces de police ne peuvent évidemment plus mobiliser quand il faut d'abord les aligner par précaution politicienne devant chaque école juive, chaque église, devant chaque

grand magasin, devant chaque salle de concert, devant chaque mosquée aussi...

A ce titre, celui qui n'a pas compris que l'attentat contre le Bataclan, objectif de catégorie banale, n'est qu'une parfaite diversion, est aussi imbécile et naïf que François Hollande.

Stratégiquement, chacun peut pourtant comprendre que la prise d'une seule centrale nucléaire française serait pour Daech la seule manière de prendre les forces occidentales à revers et de les sidérer de terreur jusqu'à les obliger à demander immédiatement grâce...

En attendant, dans un pays aussi nucléarisé que la France, les repérages de sites nucléaires par drones se multiplient sans que l'on sache si les auteurs des survols sont des amateurs d'aéromodélisme inconscients des conséquences de leurs actes ou bien des islamo-racailles en cellules dormantes et exploratrices...

La question n'est donc pas de savoir si Daech va s'attaquer à une centrale nucléaire, mais quand il se considérera enfin en mesure de le faire, puisque ce genre

d'objectif nécessite une opération, certes peu sophistiquée militairement parlant, mais reposant tout de même sur un grand nombre de participants.

Auprès de certains cercles de réflexion qui se forment pour étudier ce sujet précis, un général spécialisé en la matière évaluait il y a peu la force de combat nécessaire à près de 130 hommes, soit l'effectif d'une compagnie de combat.

Daech les a cent fois !

Si l'assaut bénéficierait évidemment de l'effet de surprise, il n'en reste pas moins que Daech devrait s'emparer dans l'instant de la totalité des installations du site, puis être capable de conserver ses positions initiales de façon à faire immensément peur.

Un exode massif suivrait cette offensive décisive avec tout ce que cela implique comme désorganisation des forces françaises à l'échelle de tout le territoire. C'est naturellement le principal scénario d'effondrement auquel la Garde Rurale se prépare.

Mais elle est bien seule à le faire... Sauf EDF qui distribue des doses d'iode à tous les riverains dans un rayon de dix kilomètres autour des centrales...

*Comme eux,  
rejoins la  
Garde Rurale !*



## 5

# S'organiser dans le cadre institutionnel actuel

Construire naïvement une organisation de «résistance» dans une société policière sophistiquée est aujourd'hui impossible. Cet appareil serait inévitablement d'une grande porosité devant les moyens d'écoute et de filatures développées par la société panoptique capable de faire entrer un drone, gros comme un bourdon, sous une porte, dans une pièce «discrète» où l'on parle de choses sérieuses...

Tout moyen d'anticipation politique de la catastrophe nous étant interdit, il faut donc attendre la catastrophe pour agir enfin et préparer les conditions de la survie et de la renaissance.

En revanche, dans le cadre strict d'une organisation «survivaliste», un petit état-major volatile peut déjà se constituer à la condition de n'utiliser que des moyens à l'ancienne, de ne se parler qu'entre quatre yeux, ne communiquer que par la Poste.

A peine une quinzaine de dirigeants fera l'affaire pour commander la Garde.

De cette façon, l'organisation survivaliste ne sera pas une organisation comme les autres. Elle s'imposera par son petit nombre et par le haut.

Compte tenu de leur faible nombre, les membres de l'Etat-major devront alors prendre en charge des leaders annexes, en devenant leur «agent traitant», comme on dit dans les milieux flicards...

En réalité, l'Etat-major volatile de survie doit avoir tissé des liens personnels directs avec une vingtaine de mouvements et organisations à capacité musculaire réellement vérifiée (paysans, ouvriers, artisans, commerçants ruinés, zadistes, chômeurs, routiers, buralistes, pompiers, et même les réseaux de gendarmes en colère si c'est possible, éventuellement des officiers généraux en dissidence).

Enfin, l'Etat-major doit vivre dans la légalité la plus apparente, avec de multiples prudences, et se contenter de se tenir prêt à passer à n'importe quel moment dans la clandestinité et le silence radio.

## *Principes d'organisation*

- 1** Le secret le plus précieux de l'Etat-major étant évidemment son degré de motivation et de résolution, il lui reviendra de ne tolérer aucune scission intérieure et de prendre ses décisions collégialement afin de coaliser fortement les esprits.
- 2** Les cafés de campagne ou de route nationale sont le lieu idéal de recrutement. Il faut s'intéresser spécialement aux restaurants routiers et aux établissements fréquentés en nombre par les "véhicules utilitaires".
- 3** Il faut préalablement vérifier si l'endroit est fréquenté par des chasseurs, une clientèle intéressante car déjà "équipée".
- 4** Dans chacun de ces endroits, la garde doit placer un homme agissant en recruteur initial. Il doit rapidement devenir un client habituel et ne perdre aucune occasion de tisser des liens amicaux avec les clients.
- 5** Le patron ou le serveur doivent être convertis en premier afin que ceux-ci nous indiquent les résistants potentiels. Inutile

de se faire connaître comme recruteur dans un premier temps. En revanche, une fois vérifié le caractère propice de l'endroit, il faut se signaler et réclamer le secret.

**6**

Le manifeste de la Garde sera laissé au premier converti qui ne sera d'ailleurs pas forcément le chef ultérieur. La brochure, élément de propagande unique agissant comme un petit livre rouge, doit circuler intensément grâce à une impression à très gros tirage.

**7**

Une fois la cellule informelle constituée, le recruteur doit apparaître rapidement avec d'autres membres de la Garde afin de «rassurer» sur la nature réelle de son engagement dans un «groupe».

**8**

Ensuite, le recruteur doit passer à un autre «gisement», tout en conservant le contact régulier avec la première cellule.

**9**

Pour diriger la cellule laissée derrière lui, le recruteur, qui devient chef de secteur, choisit le responsable opérationnel le plus

adéquat. S'il découvre ultérieurement un meilleur chef de cellule, le premier n'est pas déjugé. Il est simplement procédé au partage de la cellule en deux selon des affinités évidentes.

**10** Pour commander la cellule, il faut rechercher un ancien sous-officier encore «en forme» auquel on adjoindra également des suppléants ayant déjà leur propre réseau. A ce sujet, le petit chef d'entreprise contrôlant plusieurs ouvriers est une cible recherchée.

**11** La cellule constituée ne doit pratiquer aucun entraînement, mais elle doit se réunir régulièrement, au moins quelques instants, une fois par semaine.

**12** Une fois la cellule stabilisée, il faut l'inciter à se répandre, à voyager et à recruter elle-même. Par exemple, chaque groupe de chasseurs en connaît plusieurs autres qui lui sont voisins. Même chose pour les artisans et pour les paysans, notamment ceux de la Coordination Rurale qui constituent une organisation amie.

- 13** Dans certains cas, il faudra s'appuyer sur des responsables syndicaux des professions indépendantes (genre «les Tondus», la CR, ou le CID-unati, etc...) qui indiqueront des individus déterminés.
- 14** Fuir les bavards, aller vers les taiseux. Un bavard doit être immédiatement formé au goût du secret.
- 15** La réunion hebdomadaire doit être choisie pour gêner le moins possible. Le dimanche soir, très tard, ou le lundi matin, de très bonne heure sont d'excellentes plages horaires. Dans ce cas, la réunion se déroule chez un particulier, le plus célibataire possible !
- 16** Les voitures sont garées au plus loin et les téléphones portables sont laissés au domicile. Lors de ces réunions, seuls les leaders sont invités. A eux de répercuter s'ils en éprouvent la nécessité.
- 17** Le thème de chaque réunion doit impérativement tourner autour du recrutement et l'approche d'autres groupes informels visés.

**18** Mais la cellule peut aussi se réunir à effectif complet en situation d'apéro du vendredi soir, mélangée à une ambiance plus large.

**19** Une fois qu'elle est suffisamment équipée, la cellule constituée se voit remettre un fanion de Compagnie, en exemplaire unique.

**20** Ses responsables reçoivent des grades de Commandant, Capitaine, Lieutenant, Sous-Lieutenant à la faveur d'une visite de l'échelon supérieur de secteur.

**21** Aucun passage à l'acte n'est toléré. Une cellule travaillée par l'idée et le projet d'en découdre tout de suite est dissoute.

**22** Dans ces conditions, une certaine violence physique doit s'exercer contre le responsable mais en veillant toutefois à pardonner au plus vite afin d'éviter une cancérisation d'humeurs.

**23** Les discussions politiques sont prohibées au sein de la Compagnie. Le projet de la

garde n'est pas contestable ni soumis à des appréciations ou des pronostics internes. Un gouvernement souverainiste provisoire unissant les conservateurs villieristes, des nationaux lepenistes, les gaullistes de Dupont-Aignan, les chasseurs de CPNT, mais aussi des personnalités de l'extrême gauche anti-européenne (Schivardi, Nikonov, et..) dans un esprit de «nouveau CNR», n'est pas contestable.

**24**

Chaque compagnie doit se construire un second cercle à l'échelon des anciens cantons. En effet, en cas d'explosion institutionnelle, une compagnie doit être capable de désigner immédiatement un conseiller général qui administrera civilement le Canton.

**25**

Les officiers ou anciens généraux de l'armée Française sont tenus à l'écart de la Garde, même après candidature.

**26**

Le cas des officiers de réserve est traité différemment, mais à l'échelle des secteurs bataillonnaires qui peuvent évaluer l'utilité d'un tel recrutement.

- 27** Les pompiers volontaires sont acceptés. Mais l'encadrement recherché doit prioritairement reposer sur des artisans débrouillards (ou des paysans pauvres) résolus politiquement à en finir avec le système.
- 28** Le recrutement des jeunes «nationalistes» et «fascistes» n'est pas souhaité. Pour y déroger, un chef de compagnie doit obtenir l'autorisation du chef de secteur bataillonnaire.
- 29** Les femmes sont acceptées mais principalement comme agents de liaison.
- 30** La Garde ne peut être mobilisée que dans le cas d'un effondrement de l'autorité légale. Ou, si, au coeur d'une crise extrême, le gouvernement légal faisait expressément appel à la Garde.
- 31** Par nature, la Garde Populaire Rurale est destinée à ne servir qu'une seule fois : la bonne !
- 32** Un Bataillon doit être prêt à isoler une par-

tie du territoire à l'échelle d'un ou plusieurs « anciens cantons».

**33** Dans un espace libéré du chaos et à la condition que le gouvernement légal soit empêché, le Bataillon mettra immédiatement en oeuvre une nouvelle organisation du territoire à partir d'un Conseil Cantonal provisoire.

**34** L'Etat-major central de la Garde Rurale n'est pas clandestin. Il répond cependant à une nécessité de discrétion opérationnelle, notamment à l'égard des unités terroristes musulmanes.

**35** Les relations des volontaires avec la compagnie se déroulent sans en passer par aucune communication téléphonique. La pratique du rendez-vous habituel est généralisée. Avec le bataillon, la compagnie fonctionne par estafettes ou par courrier déposé à des adresses prédéterminées.

**36** Ne Jamais remettre la lettre au bureau de l'agence postale mais directement dans la boîte et en passant par un intermédiaire.

L'objectif de la Garde Rurale est de se préparer à l'inéluctable effondrement français dans des conditions qui seront alors suffisamment favorables aux groupes préalablement organisés.

**37** Néanmoins, en attendant le moment d'entrer en scène, la Garde Rurale devra se rôder et mettre son organisation à l'épreuve, tout en communiquant de façon réelle et concrète avec le peuple, afin que celui-ci puisse se convaincre d'ores et déjà

**38** que la Garde Rurale est un recours possible.

Naturellement, la Garde consacra beaucoup de temps à recruter et à rôder son système de commandement, mais elle devra aussi communiquer de façon légale afin de favoriser d'autant son recrutement. De ce point de vue, des conférences

**39** de presse non armées, pourront être organisées en tenant compte du principe premier de la Garde Rurale qui exige que les membres de la Garde soient armés et équipés comme ils le veulent et le peuvent à leur niveau puisque la Garde elle-même

n'est pas une organisation armée. La Garde ne dispose ainsi d'aucun stock d'armes. La Garde laisse également à ses volontaires le choix de leurs vêtements en ne leur imposant qu'un bérêt et un brassard.

**40**

Les unités de survie de la Garde Rurale devront être en relation constante avec les diverses associations survivalistes afin d'en capitaliser l'expérience.

Dans leur équipement personnel, les volontaires de la GR doivent prévoir un «kit» de survie en ambiance viciée.

**41**

Pour autant, la Garde doit prendre la mesure de son territoire et le signifier clairement aux français. Des contrôles routiers non armés peuvent être organisés à la condition que tous les Gardes Ruraux soient encagoulés. Lors de ces contrôles, les véhicules seront stoppés et il leur sera remis un manifeste.

**42**

Comme en Irlande au temps de l'IRA, des défilés surprises dans les villages favorables pourront également avoir lieu mais

toujours de façon non armée, puisque la Garde Rurale agira en son nom et qu'elle engagera alors son existence légale.

**43** Toutes les unités de la Garde Rurale, compagnies et bataillons, portent le nom de Français victimes des djihadistes, tels que Hervé Gourdel, Frédéric Boisseau ou Hervé Cornara...

**44** Répétons-le, la Garde Rurale n'est qu'une organisation militaire potentielle, une anticipation pessimiste qui n'existera comme structure purement militaire que lorsque chacun pourra constater l'effondrement de l'Etat sous le poids du terrorisme des mutants islamo-racailles.

**45** C'est pourquoi, tout comportement inutilement provocateur, inutilement illégal, sera proscrit avec la dernière énergie.



## *Serment du Garde rural*



Moi, volontaire rural, (*Nom, prénom, canton de résidence*), intégré à l'unité de survie (*noms de la compagnie et du bataillon*), je jure fidélité à la Garde, et à tous ses principes de constitution et d'organisation.

Je jure obéissance aux officiers et au commandement général de la Garde.

Je jure loyauté au gouvernement légal de la France tant que celle-ci ne sera par submergée par l'offensive djihadiste ; tant que la République n'aura pas nerveusement implosée de naïveté.

Toutefois, je me tiens prêt à obéir à un gouvernement salvateur qui saura enfin lutter contre les mutants djihadistes sortis de l'idéologie funeste des islamo-racailles.

Moi, volontaire rural, je donne ma fidélité suprême à mon clocher, à mon canton rural, à ma région et au vieux pays de France.

## 6

# Que faire après le grand effondrement ?

Les attentats suicides, les commandos rafaleurs, les attaques isolées sitôt qualifiés d'actes de démente par les télévisions pour en retirer la force de présage, ne sont pas le pire de ce qui attend notre société sidérée. Le pire, en attendant la cible nucléaire, ce sera l'émeute armée saturant l'appareil de sécurité étatique. En effet, si l'émeute des banlieues en 2005 n'était guère armée, ce ne sera pas le cas la prochaine fois, quand les kalachnikovs sortiront par milliers...

Les capacités viriles de personnages du calibre de François Hollande ou même de Manuel Valls ou Sarkozy ne sont pas manifestement très élevées. Il faut imaginer que cela pourrait être encore pire avec les Bruno Lemaire, Valérie Pécresse ou les Cécile Duflot qui nous arrivent.

Le personnel d'une démocratie normale est par définition constitué essentielle-

ment de personnalités ordinaires nerveusement fragiles, en un mot de personnages à l'envergure cruellement «non historique».

L'effondrement national commencera ainsi par l'explosion nerveuse du gouvernement en fonction, une explosion que nous avons de toute façon déjà frisée le 13 novembre dernier lorsque François Hollande, masque glabre, déclara «c'est une horreur, c'est un drame» alors que Poutine, devant son pays tout entier remonté, avait seulement lancé aux terroristes tchéchènes : «J'irais vous chercher jusqu'au fond de la cuvette des chiottes...»...

Après l'effondrement, l'Etat vacille, s'évanouit, bafouille, hésite, ne réagit plus, commet des erreurs, répond avec fermeté à des agressions sans importance et se soumet curieusement à des offensives mortelles...

A son niveau, la Garde Rurale devra d'abord prendre acte de la réalité de cet effondrement, le travail d'évaluation du degré de l'effondrement incombera naturellement à sa direction.

Une fois constaté l'effondrement irréversible de l'Etat, chaque unité de survie de la Garde Rurale devra, dans un premier temps, agir sur son espace et exclusivement sur son espace bien connu.

Préalablement, la compagnie locale aura repéré un bâtiment désaffecté et dépositaire d'une ancienne autorité (ancienne mairie, ancien foyer rural, ancienne perception, ancienne poste, ancienne sous-préfecture, ancien tribunal d'instance, ancien hôtel d'intendance de la monarchie, ancien collègue désaffecté, etc...).

Au moment précis de la mobilisation de la Garde, le bâtiment choisi est pris, «charbolisé», consolidé dans ses défenses. Le bâtiment est immédiatement aménagé comme centre de pouvoir local avec le «Conseiller général de canton» choisi préalablement par la Garde.

La sélection du Conseiller général doit obéir à l'obligation impérative de représentativité. Il est hors de question qu'il s'agisse d'un ancien candidat battu. Cela pourra être en revanche un élu local ayant laissé un souvenir unanimement favora-

ble. Mais d'une manière générale il s'agira d'une figure militante associative très populaire. Avec l'adjonction de quatre assesseurs inaugurant la constitution d'un exécutif cantonal provisoire, la règle de représentation maximale sera appliquée.

Dans la plupart des cas, c'est un militant associatif de l'extrême gauche anti-système qui sera choisi, mais alors, trois de ses quatre assesseurs devront être de l'autre bord (DLF, CPNT, FN, etc..).

Dans tous les cas, le Conseiller général sera choisi en fonction de sa popularité locale qui devra être la plus grande possible. Le choix de ce personnage nécessairement consensuel devra ainsi obéir à des raisons principalement cyniques.

Immédiatement après la prise de possession du bâtiment, un immense drapeau est déployé sur la façade afin de signifier la nouvelle vocation du bâtiment.

Dans le même temps, l'endroit est sommairement aménagé en bureaux.

A ce stade, le principal problème, c'est la gendarmerie. On peut s'attendre à ce que les gendarmes viennent rapidement «ma-

rauder», prendre la mesure de la situation.

Sitôt que ce manège d'observation est remarqué, les gardes ruraux doivent saisir la première occasion de bloquer une patrouille et de lui intimer des ordres.

Des gifles humiliantes peuvent même être imaginées en même temps que des reproches de trahison. Dans tous les cas, les gendarmes ne ressortent plus du Commandement local. A aucun moment il ne doit leur être accordé la moindre confiance. Le seul gage que ces derniers pourraient donner serait de remettre leurs armes à la Garde, d'abandonner leurs uniformes et de se fondre dans l'unité locale de survie.

Naturellement, le chef de la gendarmerie locale s'inquiètera de sa patrouille. Dans ce cas, il sera convoqué au Commandement local sous un prétexte de négociation. Il sera placé devant ses responsabilités. On s'adressera à lui sur un ton d'autorité. On n'acceptera aucune négociation.

Soit il obéit, soit il est placé aux arrêts.

Au commandement local, on a installé une sonorisation puissante à partir de la-

quelle le Conseiller général s'adresse régulièrement à l'extérieur. Sur ce point, il faudra recenser préalablement tous les sujets locaux de mécontentement et s'appuyer sur un discours de rupture (contre un projet éolien, une rocade, une fermeture de service public, etc..).

Dès le commencement des opérations, sous n'importe quel prétexte, les pompiers volontaires sont mobilisés car il s'agit là d'un corps où l'islamophilie est très faible.

Dans un coup de force, y compris local, la nuit est un moment difficile. Dès la première nuit, la garde devra empêcher les relâchements de vigilance et s'assigner des objectifs d'action extérieure ponctuelle.

La propagation rapide doit être considérée comme une absolue nécessité tactique. Et si le siège du commandement cantonal doit «tomber», la compagnie doit être capable d'en prendre aussitôt deux autres...

Dans chaque canton rural libéré, la garde doit compter un effectif minimal d'une vingtaine de volontaires, soit quarante mille hommes pour le territoire national.

Dans une seconde phase, aucun mouvement vers Paris n'est organisé. Le chaos est toujours accompagné de tentatives de reprise de contrôle de la part du gouvernement submergé.

A cet instant aucune action de la Garde ne doit prendre l'apparence d'un coup d'Etat. Tant que subsiste un semblant de pouvoir, celui-ci doit être respecté, dans les formes.

En revanche, afin d'accélérer encore la mue vers un autre forme de gouvernement, la création de plusieurs gouvernements régionaux s'imposera en Bretagne unifiée, Normandie, Nord-Picardie, Bourgognes, Lorraine-Marnes, AlsaceBelfort, Rhône-Alpes, Provence-Côte d'Azur, Occitanie, Guyenne-Gascogne, Poitou-Charentes, et Val de Loire.

Au bout du processus, le gouvernement central défaillant n'est plus qu'un gouvernement régional comme les autres avec lesquels il est appelé à se fédérer en ne couvrant plus que le Bassin Parisien (Ile de France, Beauce, Oise et Champagne).

Une fois les gouvernements régionaux constitués, la Vème République n'existe plus comme Etat unitaire et indivisible. La voie se libère alors vers une solution de dépérissement rapide de l'ancien régime.

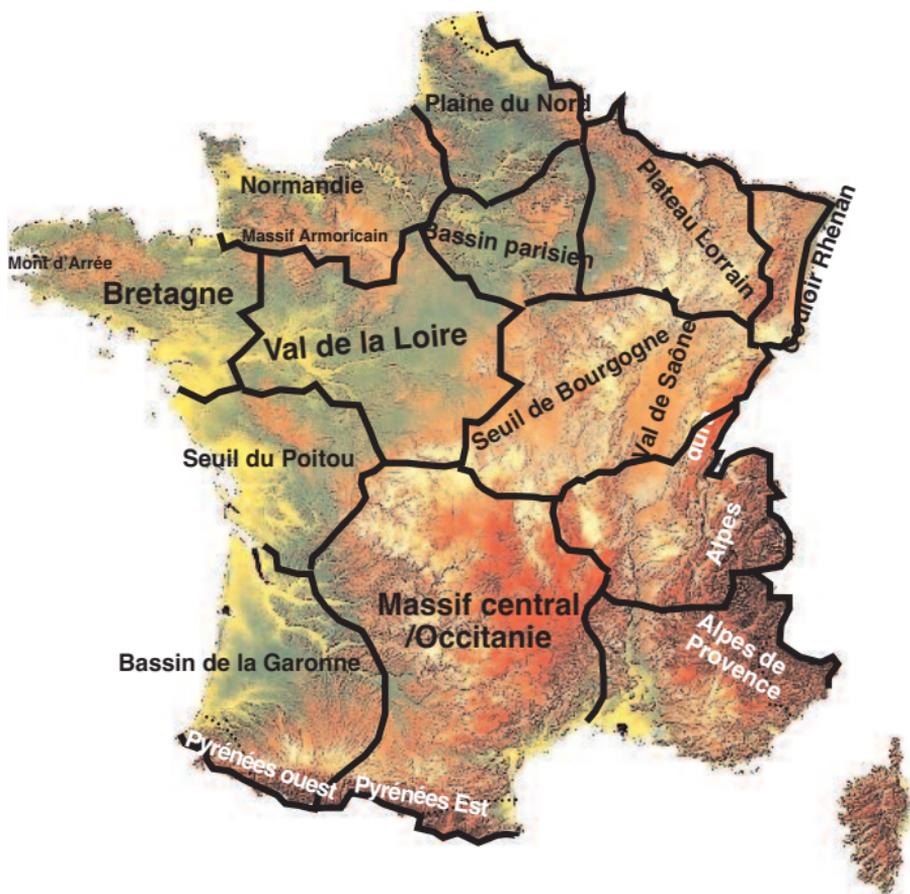
Ensuite, il faut encore neutraliser les préfets qui auront pour la plupart cherché jusque-là à s'opposer à la Garde.

Les Préfets, pris à revers, c'est à dire «par le haut», recevront alors des instructions qu'ils auront naturellement tendance à vouloir négliger. Pour obéir, les préfets devront être convaincus que leur vie est en danger. Pour parvenir à ce résultat, toutes les démonstrations peuvent être imaginées et seront laissées à la discrétion de consignes plus secrètes.

Une fois les préfets convaincus que toute résistance et toute forme de manoeuvre dilatoire sont vaines, vient alors le moment de structurer un nouveau gouvernement central ayant la haute main sur les forces de défense et de police de l'ancien régime.

Ce n'est qu'une fois assuré le commandement coordonné de l'armée et des polices sous l'autorité d'un gouvernement

provisoire, que l'offensive totale contre l'hydre terroriste pourra être enfin lancée à travers des plans radicaux de sécurisation de l'espace public.





# 7

## Eloigner durablement les terroristes musulmans

Au nom d'une «*ouverture au monde et à l'autre*», nul ne peut proposer aux Français une éternité de méfiance afin de vivre collectivement dans un enfer sécuritaire orwellien qui ne profiterait, au fond, qu'aux oligarchies de l'économie mondialisée.

Existe-t-il alors un bon musulman ? Bien sûr que oui ! Mais des attentats «*spontanés et isolés*» comme ceux du décapiteur de Saint-Quentin-Falavier, de la mosquée de Valence, ou du commissariat de police de la Goutte d'Or, nous démontrent que le terroriste est absolument impossible à détecter par avance parmi l'immense foule immigrée musulmane.

Aussi, se garder de vexer un peu le «*bon musulman*» et ses défenseurs journalistes ou «*militants associatifs*», équivaut naturellement à s'exposer collectivement à un réel danger de mort.

C'est ce péril que la Garde Rurale écartera quand l'effondrement viendra.

En effet, même si l'entre-soi français n'est ni racial, ni culturel, ni religieux, il est néanmoins fait de la civilisation de courtoisie et de gentillesse qui s'est lentement construite sur notre sol au fil des siècles.

L'ennuyeux avec les mutants islamo-racailles, c'est que si l'on peut provisoirement en faire des livreurs de pizzas, on ne peut les considérer collectivement comme fiables, comme fidèles à notre entre-soi. Au contraire, leur imaginaire de masse est parfois fait d'égorgements sur vidéos.

Quelques hommes politiques tels que Nicolas Dupont-Aignan (DLF), Eric Ciotti (UMP) ou les royalistes du Lys Noir ont déjà proposé une mesure pratique : la transportation des centaines de milliers d'islamo-racailles qui contaminent et contrôlent la communauté musulmane de France.

La transportation en Guyane, avec une pleine et entière liberté de mouvement, serait certes une « mesure radicale » mais elle

constituerait surtout un soulagement extrême pour la France qui n'a plus les moyens sociaux et policiers de contrôler les masses islamo-racailles qui l'infectent.

La France doit donc prendre le risque moral -tout en réglant son problème elle-même et sur son propre territoire- d'une transportation de population à la fois ciblée et massive, mais surtout déterminée par des critères toujours purement comportementaux et non raciaux.

Ce n'est d'ailleurs pas manquer gravement aux droits de l'Homme que de transporter une foule de suspects dans un département où la civilisation française, son niveau de vie, notre démocratie, et notre état de droit sont entièrement opérants.

Avec ses 250.00 habitants seulement, la Guyane est aujourd'hui un département d'outre-mer sous-peuplé où règne déjà une grande diversité de populations et de religions. Son territoire est aussi vaste que le Portugal qui est, lui, peuplé de 11 millions d'habitants. On peut donc installer en Guyane plusieurs millions de musul-

mans suspects. Sur la seule partie littorale qui s'étend sur 15.000 km<sup>2</sup>, soit deux fois l'Alsace peuplée de 2 millions d'habitants, un à trois millions d'habitants peuvent trouver assez de place pour ne pas entamer la forêt tropicale.

### *Comment procéder ?*

Selon l'ancien ministre UMP Azouz Begag, nous abritons quinze millions de personnes d'origine musulmane en France. Une bonne partie est naturellement innocente de toute sympathie terroriste et ne demande pas mieux que d'abandonner la pratique de sa religion quotidiennement totalitaire pour s'intégrer pleinement à notre gentil entre-soi...

Mais il restera toujours anthropologiquement plusieurs millions de mutants qui chercheront à conserver chez nous la totalité de leurs moeurs et comportements asociaux, agressifs ou psychopathiques.

Parmi cette population irréductible, presque aussi importante que la population contrôlée par Daech en Mésopotamie, il y aura donc toujours assez de frustrations pour susciter la mobilisation de plu-

sieurs dizaines de milliers de terroristes.

C'est ainsi que le transport de un à trois millions d'islamo-racailles, de musulmans pratiquants trop démonstratifs et de femmes trop voilées, est une nécessité que personne ne peut plus nous refuser au nom du chimérique «vivre ensemble» qui n'est plus, au fond, qu'une mortelle obligation de nous faire vivre chaque jour le péril terroriste préfaçant inévitablement un état totalo-sécuritaire.

Si la Guyane peut aisément abriter des millions de musulmans suspects, il n'est évidemment pas question de leur faire vivre un enfer tropical !

En dotant chaque individu majeur d'une *allocation d'insertion locale* de 400 euros, on atteint un budget de 5 milliards d'euros par an par million de «transportés»... mais on fait évidemment décoller l'économie d'un territoire qui souffrait jusqu'à maintenant, de son désert démographique.

Ces 5 milliards d'euros (1% de notre budget national), c'est évidemment moins que ce que coûtent, en personnels et dépenses diverses, les dispositions sécuri-

taires anti-terroristes qui ne nous protègent pourtant de rien !

Dans un premier temps, le logement d'un grand nombre de personnes en Guyane, sous un climat tropical, peut se réaliser dans des habitations provisoires dont le bois nécessaire est disponible sur place.

Un pareil plan aurait aussi l'avantage de renforcer considérablement le BTP local et le trafic portuaire.

Ce plan suppose aussi en France la réquisition de trois aéroports : Roissy, Sotilas, et Marignane. Ceux-ci serviront de bases de regroupement.

De cette façon, chaque jour, 50 gros porteurs décolleront vers la Guyane emportant une moyenne de 15.000 «transportés» regroupés par notre police.

En trois mois, un million de suspects seront extraits de notre corps social et l'on pourra déjà faire baisser considérablement la pression sécuritaire pesant sur une société qui n'aspire qu'à l'entre-soi et à la sécurité quotidienne que celui-ci leur procure.

Naturellement, les harkis, les musulmans non pratiquants qui peuvent le prouver, les pratiquants soufis, les musulmans affiliés à des partis républicains et associations laïques, les migrants d'origine chrétienne, les intellectuels musulmans notoirement hostiles à l'islamisme, les anciens combattants musulmans, les «vieux chibanis», les fonctionnaires français d'Etat (Armée-Police-Douanes-Finances) d'origine musulmane, ne seraient pas concernés par de telles mesures d'assignation ne visant en réalité que la pratique dévoyée d'une religion qui n'est tout simplement pas la nôtre, et ne peut désormais être mélangée sans risques extrêmes à notre entre-soi.



# La preuve !

Des perquisitions menées dans le cadre de l'enquête sur les attentats de Paris ont révélé qu'un groupe jihadiste surveillait et filmait les allées et venues d'un haut cadre du nucléaire belge.

Dans une vidéo d'une dizaine d'heures saisie par la justice belge fin novembre dans les effets personnels d'un suspect inculpé à Bruxelles, on découvre que la maison de l'homme est filmée avec une petite caméra dissimulée dans de la paille.

Des images du directeur du programme nucléaire belge ont été retrouvées par les enquêteurs lors d'une perquisition, ce qui pourrait laisser penser que des terroristes voulaient viser le parc nucléaire belge...

D'après le journal belge La Dernière Heure, les terroristes du 13 novembre visaient les installations du parc nucléaire belge. Comment en sont-ils arrivés à cette conclusion ? Le journal révèle que l'enquête menée en Belgique après les attaques perpétrées à Paris et à Saint-Denis, a permis aux enquêteurs courant décembre de mettre la main sur une mystérieuse vidéo d'une dizaine d'heures lors d'une perquisition.

Et qu'après enquête, il s'est avéré que les faits et gestes du directeur du programme de recherche et de développement nucléaire du plat pays était surveillé par des hommes en lien avec les attentats du 13 novembre.

## 8

# La réorganisation politique après l'effondrement

Aujourd'hui, au bout de ses illusions quasi religieuses et toujours sermonnantes, la République ne peut plus être prise pour autre chose qu'un régime objectivement protecteur des Islamo-raçailles qui, à leur tour, fournissent les effectifs des groupes terroristes.

Le rejet corse à l'égard des Islamo-raçailles démontre au contraire que, dans une région à forte identité, la résistance populaire est plus forte que là où tous les partis, des communistes jusqu'au Front National, se bercent d'incantations républicaines et rivalisent de surenchères dans «le refus de l'amalgame».

Si la France est victime de sa république qui l'inhibe, le régionalisme corse, lui, démontre qu'il peut en aller autrement lorsque la république ne fait plus totem et que les foules sont alors capables de se mobiliser aux cris de «On est chez nous !».

C'est pourquoi la Garde Rurale est favorable à l'émergence de régions réelles, aux contours historiques et à l'identité culturelle et géographique claire.

Avec l'union de treize grandes régions métropolitaines ajoutées à la région française de Wallonie et à quatre territoires d'outre-mer semi-indépendants, on fait exploser le concept sclérosant et non réformable de «*République une et indivisible, ouverte sur le monde, dans le refus de l'amalgame*».

Des forces régionalistes, identitaires, conservatrices, royalistes, anarchistes, décroissantes ou même marxistes existent encore assez pour que l'on puisse s'appuyer sur elles après le cataclysme que la République sera incapable de conjurer avec ses sermons bigots.

Après la prise de contrôle des cantons ruraux et l'instauration de nouveaux conseillers généraux ultérieurement réunis en Etats Généraux, ce sont donc 14 gouvernements régionaux qui seront institués, sitôt constaté l'effondrement irréversible de la république.

Chaque région disposera alors de son Premier-ministre et d'une Assemblée régionale élue à la proportionnelle intégrale à un tour.

Au niveau national, la Garde Rurale préconise d'en appeler à des hommes d'État libres et non compromis avec le système tels que Gérard Schivardi, pour l'extrême gauche, ou Philippe de Villiers dont personne ne conteste plus qu'il avait prévenu depuis longtemps...

Naturellement, par sa nature même, la garde n'entretient aucun contact avec Philippe De Villiers.

Il suffit que la Garde ait pris connaissance des dernières déclarations, des derniers ouvrages et des dernières interventions vidéos de Philippe de Villiers pour connaître sa détermination.

Ce n'est donc pas Philippe de Villiers qui est à l'origine de la Garde Rurale, mais la Garde qui veut se mettre à sa disposition le jour de l'implosion institutionnelle inévitable de la République lorsque les terroristes islamistes seront passés à une offensive généralisée ou à des attentats de



*Accepter l'idée que les  
musulmans ne forment plus une  
population comme les autres...*

*Se regrouper avant que les  
islamo-racailles ne passent à  
l'offensive générale...*

*S'organiser en dehors des  
partis, et des forces de l'Ordre  
qui leurs obéissent....*

*Survivre, lorsque la vague  
d'attentats sera majeure...*

*Remplacer la  
«République femelle»  
lorsqu'elle se sera évanouie...*

**06 62 66 82 48**

*\* nous téléphoner d'une cabine*



**Vous allez lire un texte qui réfute le parti-pris des esprits «Je suis Charlie» selon lequel les terroristes musulmans en veulent seulement à nos valeurs, à nos libertés relatives, à notre démocratie parlementaire et notre façon de vivre, comme s'il s'agissait là de trésors mirifiques. La Garde Rurale part au contraire de l'évidence que si les terroristes nous font une guerre c'est qu'ils veulent tout simplement la gagner ! Or, les terroristes musulmans ne disposant d'aucune supériorité technologique sont obligatoirement contraints d'en passer par une audace suprême : la prise de contrôle d'une ou plusieurs centrales nucléaires...**

*Composée de dissidents anti-système mais surtout d'une majorité de ruraux apolitiques écoeurés par la faiblesse finale de la République, la Garde Rurale fait entendre ici le désir des Français ruraux de s'organiser dans la perspective inévitable d'une offensive intérieure générale préparée en France par les mutants islamisés anthropologiquement enfantés par nos villes méprisantes et sauvages.*